

# Les politiciens et les bureaucrates syndicaux lancent des grèves partielles

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 374

JEUDI 8 OCTOBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

pour tenter  
de dévier  
et de lasser  
la colère populaire

## Veille de révolution ?

Nous sommes en 1788 à déclaré Mendès-France, au Congrès Radical, et un autre leader radical a parlé de « nuit du 4 Août ». Ainsi s'expriment les représentants de la mince couche clivoyante de la bourgeoisie qui accepterait un aménagement de ses privilèges pour sauver l'essentiel du système.

Le régime est à bout de souffle : les crises gouvernementales se succèdent, une crise financière et économique, mille fois camouflée mais toujours plus évidente rend illusoire toutes les réformes et les replâtrages, la lassitude et le découragement ouvriers ont fait place à la colère et à la volonté de combattre.

Et les luttes ouvrières que nous annonçons, ce sursaut que nous voyons venir, il y a un an déjà (les Edits du Libéraire en font foi, mais on nous accusait alors de bluff et de fantaisie), se dressant devant la marche vers la fascisation du régime, cette réaction de la classe ouvrière non seulement ont laissé les sceptiques et les défaitistes tout déconfits, mais ont fait pressentir aux acteurs du drame social dont le prologue vient de se jouer, ce dénouement gigantesque : la Révolution.

D'une part, la Bourgeoisie a tremblé, malgré ses airs de fausse assurance, et tremble encore : non seulement les Mirabeau d'aujourd'hui, les Mendès-France et autres Franch-Maçon dont la tâche consiste, en vain, à tenter d'éviter le pire, mais aussi les réactionnaires bon teint qui s'alarment et les autocrates radicaux à la Herriot qui savent ce qui menace mais qui n'ont pas le courage de voir la situation en face. La C.G.C. (Confédération Générale des Cadres) avait, dans un communiqué du 24 septembre, avant la réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, que se développerait faute d'arbitrage, « une situation chaque jour de plus en plus révolutionnaire ». Que la C.G.C. ne se fasse pas d'illusions : avec ou sans arbitrage, se créent des conditions qui mettent le pays, selon l'expression de cette même C.G.C. « devant des conflits sociaux généralisés d'une portée exceptionnelle ». On comprend que ce n'est pas sans raison que la C.G.C. « adjure les pouvoirs publics, les organisations patronales et ouvrières de concilier les nécessités humaines et les conditions économiques ».

D'autre part, le Proletariat, mal informé, trahi, prend peu à peu conscience de l'enjeu de la lutte. Même lorsque le mot « Révolution » n'est pas prononcé, on sent « qu'il faut que ça change », que ce ne sont plus les grèves partielles ou purement corporatives qui auront raison du patronat et de l'Etat, que les projets de gouvernement « centre-gauche » avec Mendès-France et Guy Mollet ne sont que des nuées et que d'ailleurs un tel gouvernement de « Front Démocratique et Social » nouveau Front Populaire, nouvelle duperie, ne pourrait rien résoudre, que c'est le régime lui-même qui est en cause et que l'issue ne peut être qu'en son remplacement par une société gérée par les travailleurs.

Où, la Révolution est en marche. Personne ne peut lui assigner une date, mais elle est inscrite dans le pourrissement du régime.

(Suite page 2, col. 1.)

## Les travailleurs, eux, ont compris : seule la grève générale peut donner la victoire

La classe ouvrière est sortie des grèves d'août sans être vaincue, avec toute sa force, toute sa résolution. Mais aujourd'hui, ce sont ses sol-dissants « défenseurs » qui tentent de l'abattre, en la jetant dans des combats sans perspectives, sans autre espoir que la lassitude.

Alors qu'il est possible, plus que jamais, de préparer l'offensive, au lieu d'exiger, on mendie. Et les bureaucrates de la C.G.T., après ceux de F.O. et de la C.F.T.C., en sont à crier victoire parce que la Commission Supérieure des Conventions collectives a fixé le minimum garanti à 23.000 fr. ! On a pu voir l'Humanité — serait-ce sur ordre

du Kremlin empressé à faire figure de partenaire rassurant aux gouvernements occidentaux ? — on a pu voir l'Humanité, plus plate, plus réformiste de jour en jour, cesser pratiquement d'appeler à la bataille, la vraie, pour faire du bruit seulement autour de la victoire (!) des 23.000 fr. — à aménager pour 173 heures — et sur les grèves partielles dont on connaît le danger et l'inefficacité, même si en certaines usines, on obtient de maigres avantages sans lendemain.

La conférence C.G.T. de la Métallurgie du 19<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, en est réduite à appeler les travailleurs à porter les résolu-

tions et les cahiers de revendications... au Groupe Patronal et à la Présidence du Conseil !

Nous savons ce que répondent les politiciens dirigeants de F.O. ou de la C.G.T., ils prétendent que les travailleurs se montrent hésitants, timorés. Parbleu ! On leur propose des revendications dérisoires et des moyens d'action sans portée. Croit-on que les ouvriers vont se battre pour les 23.000 fr. même pour 173 heures, et qu'ils vont entrer avec enthousiasme dans des grèves morcelées dont l'Etat et le Patronat se moquent ? La classe ouvrière est prête à se battre, elle l'a montré en août et dans des secteurs où l'on s'y at-

tendait le moins. Mais pour des objectifs qui en valent la peine et avec des armes efficaces, elle est prête à se battre pour une augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois, pour le programme revendicatif que propose la F.A., et avec cette arme de la grève générale avec occupations des lieux de travail, avec des manifestations de rue puissantes — et l'on sait combien peu pèseraient quelques milliers de C.R.S. ou de gardes pas toujours très disposés à se battre et dispersés dans le pays, devant des millions de travailleurs résolus, maîtres de la rue et paralysant voies ferrées et routes — en constituant de véritables Comités

d'Action formant un réseau serré d'organismes de liaison, de la base au sommet, élus et contrôlés par les grévistes, embryons du véritable pouvoir ouvrier.

Les révolutionnaires que nous sommes ne peuvent taire ces vérités, même si elles attaquent la réputation de chefs jusqu'ici respectés par une partie des ouvriers.

Il y a un véritable et monstrueux complot contre la classe ouvrière : pendant que le gouvernement tente de la réduire à l'esclavage et à une misère de plus en plus grande, ceux qui font profession de la défendre s'emploient à la démolir.

Les Communistes Libéraires se dressent, eux, contre ce complot. Faibles encore, ils savent que la victoire n'est pas aux gros bataillons démoralisés des vieux partis, mais aux militants acharnés qui volent venir à eux, de plus en plus, les travailleurs. Ceux-ci tournent les yeux vers la F.A., vers le Communisme Libéraire, parce qu'ils voient enfin que nous sommes seuls à exprimer leurs aspirations véritables et à avancer des moyens de luttes efficaces.

C'est sur notre programme immédiat, c'est sur le développement d'une campagne pour la grève générale que nous combattons dans les syndicats, les Comités d'Unité d'Action, les Assemblées de travailleurs. Et c'est sur cette base de lutte qu'autour de nous les plus clairvoyants, les plus combattifs, se rassemblent et se rassemblent, vers la victoire.

FLANDRE.

## Les prolétaires d'Italie et de France marchent ensemble vers la Révolution

Le 24 septembre, cinq millions de travailleurs industriels ont fait en Italie une grève générale de 24 heures. Cette action ouvrière qui, dans le cadre de la situation sociale de l'Italie et, sur un plan général, de la situation sociale de toute l'Europe, revêt une importance exceptionnelle, mérite une analyse plus ample.

La situation sociale de l'Italie est bien souvent méconnue des travailleurs français. Le fait dominant est indiscutablement le chômage chronique qui règne en maître dans ce pays. Plus de quatre millions de chômeurs absolus, dont deux millions de jeunes qui n'ont encore jamais eu de travail et qui vivent encore aux crochets de leurs parents (si le père a un travail). Il faut avoir vécu cette atmosphère pour la comprendre, parfaitement, sinon pour pouvoir la traduire par des mots.

La lutte de classe est évidemment marquée par le chômage qui constitue en période normale une arme puissante dans les mains du capitalisme, arme directement dirigée contre chaque travailleur. Lorsque la main-d'œuvre est en surabondance, le patronat renvoie à volonté les ouvriers, tout en étant certain de pouvoir en trouver d'autres et à meilleur marché peut-être, tandis que l'ouvrier qui perd son travail est assuré de rester au chômage pendant des mois et des années peut-être...

Chaque travailleur italien se trouve donc dans une insécurité complète face au patronat, ce qui permet de mieux comprendre le caractère des luttes actuelles.

Les grèves partielles, qui ont tou-

jours été abondantes en France, ont, par contre, été peu fréquentes en Italie et certains en ont conclu hâtivement à une combativité moindre de la classe ouvrière italienne. Rien ne saurait être plus faux. Le syndicat italien regroupe près du double de cotisants que la France. Partout, les travailleurs s'occupent intensément de l'activité politique et sociale. Lorsqu'on est en Italie (celle des prolétaires, non celle des touristes bourgeois), on a le sentiment d'une immense chaudière qui couve, prête à éclater.

Pourquoi donc la situation semble-t-elle à l'attention pour le spectateur commun ? C'est que, pour les raisons que nous avons énoncées plus haut, les grèves partielles aboutissent fatalement, non seulement à un échec, mais à un lock-out des travailleurs de l'entreprise au profit des chômeurs.

Aussi ces grèves partielles ne se produisent-elles que dans un cas extrême, précisément pour lutter contre les licenciements. Nous avons pu assister à une de ces grèves (à Savone) où la direction d'une usine avait décidé la mise à pied d'un grand nombre d'ouvriers. Lors de notre passage, cette grève durait depuis cinq semaines dans un ensemble parfait (pas un seul jaune), soutenue par l'ensemble de la population et même les commerçants qui firent une grève de solidarité en fermant momentanément leurs boutiques. Chaque lutte locale revêt ainsi l'obstination résolu du désespoir.

Mais cette sorte de grève est limitée et la seule arme des travailleurs italiens qui l'ont comprise par la force

des choses est la grève générale, car seule elle est assez puissante pour faire reculer le patronat en lui interdisant l'issue de secours constituée par le chômage et assez démonstrative pour effrayer. Et la structure des syndicats reflète cette conscience qu'ont les travailleurs italiens de la nécessité de la grève générale à travers l'unité la plus totale. La C.G.I.L., qui regroupe l'énorme majorité de la classe ouvrière, présente une majorité de responsables du parti communiste. Cependant, elle n'est

pas fermée comme la C.G.T. française et garde au contraire un certain esprit conciliant : c'est ainsi que le parti socialiste meniste détient une bonne partie des leviers de commande et que les groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.P.) ont des responsabilités à tous les échelons et même à l'échelon national. Les autres centrales ne regroupent qu'une minorité insignifiante (chrétiens de la C.I.S.L. 500.000).

P. PHILIPPE.

(Suite page 4 col. 1.)

## Aucun décret, aucune mesure fiscale n'arrêteront l'action de la classe ouvrière

L'ERE des décrets est close, mais non celle des réformes, a déclaré Edgar Faure, à l'issue des deux mois de pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement Laniel.

Deux mois au cours desquels on aura fait la preuve (s'il en était besoin) de l'impossibilité d'un redressement de l'économie capitaliste. Comme nous l'avions prévu, il s'est démontré que seuls, les salariés devaient faire les frais du plan d'expansion économique cher à notre grand argentier.

Le premier train de décrets comportait essentiellement 20 milliards d'économies à réaliser sur la masse des salaires des fonctionnaires.

La révolte spontanée des travailleurs du secteur public est venue bouleverser ce plan mirifique ; et les maigres avantages arrachés, par les grèves, ont transformé les 20 milliards d'économies en 12 milliards de dépenses qui n'étaient pas prévues.

Cherchant d'autres compressions budgétaires, Edgar Faure s'est replié sur la réduction des investissements publics ; 30 à 35 milliards furent ainsi enlevés aux différents budgets consacrés à l'équipement agricole, à la reconstruction et au secteur nationalisé.

Par contre, les 150 milliards de réduction prévus sur les dépenses militaires ont été ramenés à 31 milliards, en dépit de l'aide supplémentaire de 122 milliards qu'ont accordés les U.S.A. pour la guerre d'Indochine.

En définitive l'opération a porté uniquement sur les dépenses civiles.

Toutes les mesures envisagées par Edgar Faure révèlent un souci constant d'épargner le capitalisme privé.

Il n'est pas possible de prendre au sérieux les décrets portant sur la répression de la fraude fiscale et sur la baisse autoritaire.

Ce n'est un secret pour personne que la plus grande part des impôts est payée par les travailleurs. Ces derniers, en dépit de salaires anormalement bas, contribuent pour 66 % au revenu national dont les profits du régime, qui étaient un luxe insolent, ne paient que 25 %.

Le montant de ces impôts, payés par les industriels et commerçants, entrant dans le calcul du prix de revient des marchandises, on peut affirmer que ce sont les travailleurs qui, en dernier ressort, supportent la totalité des charges comme consommateurs.

Ce ne sont pas les quelques mesures spectaculaires prises à l'encontre de certains fraudeurs du fisc qui peuvent constituer un remède sérieux. Il est significatif que, lors de l'accord des pouvoirs spéciaux, les parlementaires se soient réservés la réforme de l'impôt. Nous pouvons leur faire confiance pour éluder indéfiniment le débat. Ils ont trop le souci de certains intérêts particuliers pour rendre efficace le projet présenté par le gouvernement.

Quant à la baisse autoritaire, ce n'est encore qu'une imposture.

Toute la propagande gouvernementale n'est pas parvenue à faire apparaître la moindre réduction de prix. Si, officiellement, on a pu faire état d'une diminution sur la viande, c'est que, depuis quelques mois, les cours s'effondraient à la production. Ainsi, intermédiaires et commerçants n'ont subi aucune compression de leurs bénéfices parasitaires.

Le bilan se révèle négatif : les décrets ne resteront que des palliatifs inopérants. Les seules mesures budgétaires portent sur les investissements publics. La reconstruction s'en trouvera freinée. Dans le secteur nationalisé on tend vers une dénationalisation financière, dont seul le capitalisme privé peut bénéficier. C'est déjà un recul. Mais l'on peut mesurer tout l'esprit rétrograde du gouvernement aux dispositions qu'il compte prendre pour parer à l'agitation sociale.

Déjà les paysans font connaître leur mécontentement. En ce qui concerne les salariés, ce ne sont, ni la ridicule prime dégressive allouée aux petits traitements des fonctionnaires, ni la dérisoire majoration de 10 fr. de l'heure prononcée par le patronat français, qui peuvent les satisfaire.

L'impossibilité d'apporter un remède au marasme économique, l'équipe au pouvoir envisage d'enlever à la classe ouvrière, sa seule arme : la grève. Une tentative faite contre les fonctionnaires s'est attirée la riposte que l'on sait. Le gouvernement n'a pas désarmé pour autant.

Sachant qu'il n'a rien à craindre de députés qui l'ont investi par lassitude, il ne redoute qu'une nouvelle explosion sociale.

Trahis en août par les dirigeants syndicaux les travailleurs constatent la vanité de l'utopie réformiste.

L'ère des décrets est close ; les réformes envisagées par Edgar Faure ne parviendront pas à sauver un régime dont la décrépitude s'accroît de jour en jour. Une période révolutionnaire s'ouvre.

Demain, au cours de nouvelles batailles, le Proletariat, guidé par l'avant-garde communiste-libéraire, saura dépasser le stade de la grève revendicative.

Accédant enfin à sa pleine conscience de classe, il ira de l'avant, vers la révolution sociale.

A. MOINE.

## Camarades, Amis du «LIB»

Vous pouvez déjà retenir votre soirée du vendredi 13 novembre pour assister à notre grand gala annuel, qui aura lieu dans la Grande salle de la Mutualité, 24, rue St-Victor, Paris.

Comme chaque année, c'est un programme exceptionnel qui vous sera offert.

Retenez bien la date :  
**13 NOVEMBRE 1953**

Dans le prochain numéro du Lib, nous vous donnerons le programme et le lieu où vous pourrez retirer les places.

### Travailleurs,

Lire en page 4

le programme  
de luttes ouvrières  
de la F.A.



## EN ESPAGNE

## La répression s'acharne sur nos camarades

Nous avons, dans le « Libertaire » n° 371, relaté les tortures subies par nos camarades arrêtés à la suite de la découverte de l'imprimerie de « Solidaridad Obrera » clandestine.

Nous publions ci-dessous le nouveau rapport adressé par la C.N.T. d'Espagne.

Le C.N. de la C.N.T. communique au Secrétariat Intercontinental : « Confédération Nationale du Travail. — Espagne, le 13 août 1953. »

Au Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. d'Espagne en exil.

Chers camarades, Nous complétons notre rapport du 4 courant se référant aux camarades détenus à Barcelone, avec les données que nous transmet le Comité Régional de Catalogne.

Nous rappelons les noms des camarades détenus que nous avons déjà mentionnés dans le rapport précédent : Juan Serna Rubio, Saturnino Aznarez Gardo, Edgardo Emilio Rodriguez, José Perez Ortiz, Carmen Cadomeque, Antonio Arpal Jarion, Dionisio Romero, Fernando Gallego Rodriguez, José Herbera Tosan, Fructoso Grimaldo Morane, Longas y « Madriles », les trois derniers torturés de façon barbare.

Les autres camarades détenus et transférés à la Prison Modèle de Barcelone, après un séjour dans les cachots du commissariat de police, sont : Eduardo Munoz Sanchez, Nazario Arboles Royo, Andrés Arpal Pallas, Miguel Moreno Pardillo, Mateo Andreu Casellas, Antonio Diaz Casanovas, Raimundo Lagunas Sena, José Herrero Andreu, Manuel German Peralta y Valero Guillen Andreu.

Parmi les camarades cités il s'en trouve trois d'un âge avancé, vieux militants confédérés : Andrés Arpal Pallas, 64 ans ; Nazario Arboles Royo, 60 ans ; Manuel German Peralta, 56 ans.

La police découvrit chez José Herrero Mateo une liste de cotisation et la somme de 10.500 pesetas, revenu de la caisse du Syndicat d'Alimentation, dont elle s'empara.

Le camarade Longas — ses nom et prénom étant Jesus Longas Casanovas — a été en proie, nous vous le confirmons, au cours de son séjour à la 5<sup>e</sup> galerie de la Prison Modèle, à des crises de folie et n'a pas encore retrouvé son bon sens. Pour cette raison il fut transporté dans une cellule isolée (non à l'infirmerie mais dans la même galerie). En présence d'un gardien de la prison il fut sauvagement frappé par un prisonnier de droit commun nommé Catala. On lui injecta deux piqûres d'essence de térébenthine et il fut menotté pendant deux nuits. Malgré tout cela il ne fut pas mené à l'infirmerie. Son état est tel qu'il ne reconnaît même pas sa propre femme.

L'autre camarade qui a perdu la raison comme conséquence des tortures auxquelles il a été soumis au commissariat de police est le camarade « Madriles », ainsi que nous l'avons communiqué, et dont le nom est Francisco Hernandez Diaz. Son état n'a pas subi d'amélioration.

Le bilan du mois de juillet a donné comme résultat 22 camarades arrêtés

## Pour le soutien du "LIB" SOUSCRIVEZ

Rodriguez ..	200	Brato .....	100
Marin .....	200	Labes .....	1.000
Vaglam .....	150	François .....	700
François M ..	700	Serra .....	500
Meurtel .....	200	Deleuze .....	1.000
X .....	50	André .....	1.500
Rebours .....	200	et Mano .....	1.500
Un Breton ..	1.550	Moreau .....	500
H. G. ....	1.000	Desheulles ..	100
Detraçny ..	200	Vallon .....	500
Menoux .....	1.000	Parro .....	200
Giampa .....	100	Bouzin .....	500
Belleville ..	500	Berthet .....	25
Villeneuve ..	500	Paragon .....	250
X .....	500	Deleuze .....	1.000
V. ....	5.000	Lefeuve .....	300
Antiens .....	50	Colla .....	100
Bohemio .....	2.000	Fantaine .....	100
Ducert .....	50	Duval .....	1.500
Millaret .....	1.000	Bonnet .....	200
Lancelin .....	200	Molle .....	500
Berthe .....	200	Anonyme .....	250
H. G. ....	1.000	X .....	1.000
X .....	100	Rémy .....	200
José .....	400	Deleuze .....	1.000
Breton .....	100	Andau .....	1.000
Boudou .....	100	X .....	1.000
Martin .....	120	Gagnol .....	100
Saram .....	500	Paul .....	100
London .....	500	et Calotte ..	400
Narbonne ..	2.000	Molins .....	100
Un Breton ..	1.500	Bonnafy .....	1.000
Anzani .....	500	Capetti .....	225
Grenoblois ..	1.000	Crozet .....	125
Voturin .....	220	François .....	1.000
Garry .....	100	Coudert .....	1.000
Jacques .....	100	Costa .....	1.000
Michou .....	150	Le Flem .....	500
A. R. ....	500	Buatois .....	400
Huet .....	100	Bonetto .....	100
Blagers .....	390	Calas .....	200
Stack .....	200	Talavard .....	500
Gars Bâtiment	700	Fernandez ..	1.000
X .....	1.940	Lasforques ..	1.000
Mattel .....	50	Eychenne .....	3.000
Un Postier ..	200	Guerrand .....	1.000
Galy .....	200	Vernière .....	100
P. N. ....	500	Lebreton .....	200
Putur .....	100	Gardiebot .....	200
Guédard .....	200	Leroy .....	150
Senifer .....	1.000	Fossati .....	500
X .....	500	Betauront ..	125
Caveau .....	500	X .....	150
Pignolet .....	100	André .....	150
Pierre .....	1.000	et Mario .....	1.500
Chaillot .....	100		

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) O.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant  
10, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>  
P. RACHON, imprimeur.

et la perte de l'imprimerie de Solidarité Ouvrière clandestine.

Ces camarades appartiennent aux Syndicats de Métallurgie, Transports, Alimentation et autres.

Toutes ces arrestations, comme nous l'avons dit antérieurement, tirent leur origine de l'information que la police trouva dans la documentation venant de deux agents de liaison du P.S.U.C. tués à la frontière, rapport dans lequel la cellule communiste existante dans l'usine Sucecoral S.A. se référait à l'activité de la C.N.T. — cotisations et propagande, dans cette usine et après la déclaration du militant du P.S.U.C. Juan Plana Moralla, selon ceux qui distribuaient *Solidaridad Obrera* clandestine dans ladite usine, étaient les cégétistes Juan Serna Rubio y Saturnino Aznarez Gardo.

L'entreprise Sucecoral S.A. a fait parvenir à tous les détenus, à leur domicile particulier, une lettre leur communiquant que « s'étant absentes de leur travail à partir de tel jour, s'ils ne s'étaient pas présentés à l'usine dans les quarante-huit heures après réception de la présente lettre, ils seraient leur contrat résilié ». En un mot, la firme les mettait tous à la porte, chose qui est rarement survenue à des détenus pour questions sociales.

Les événements de Barcelone sont un exemple de plus de la terreur qui règne en Espagne sous Franco.

Le fascisme ne parviendra pas à ébranler notre moral avec ses méthodes sanguinaires et inquisitoriales.

La Confédération Nationale du Travail, malgré les persécutions, poursuit et poursuivra la lutte pour la liberté de l'Espagne.

Faites connaître dans l'Internationale les agissements du franquisme haï de tout Espagnol digne et que seule soutient la terreur.

Fraternellement bien à vous et à la C.N.T.

Le Comité National. »

Le Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. de l'Espagne en Exil, en faisant connaître publiquement cette information du Comité National de la C.N.T. d'Espagne, exprime à nos camarades de l'Intérieur, au nom des camarades de l'Exil, notre solidarité pour leur lutte, dans l'espoir que chacun apportera de l'aide à nos frères, victimes de la plus féroce des répressions.

## Nous publions ci-dessous quelques aperçus des méthodes franquistes :

« Tous les moyens sont bons pour arracher la confession », c'est la devise de la police franquiste, particulièrement en ce qui concerne les brigades sociales de Madrid et Barcelone. « Martyriser jusqu'aux aveux » est l'ordre secret du ministère du Gouvernement franquiste.

Les châtiments s'effectuent méthodiquement, avec un sadisme inouï, avec la froideur de la Gestapo, avec un sang-froid de bourreau.

Le code espagnol, les interrogatoires légaux, les soixante-douze heures de détention policière, tout cela est du « bluff » en Espagne, bien que l'on réserve une place au Phalangisme dans les Congrès Internationaux de Droit.

Défions une institution quelconque de rechercher le lieu où sont conduits les détenus par la police. Ils restent des journées, des semaines, des mois, sans appartenir à la vie, mais à la mort. Impossible de communiquer. Leur propre famille ignore où ils se trouvent. Ils sont livrés aux autorités judiciaires. Celles-ci ne constatent pas la date exacte de l'arrestation, elle est sans intérêt. La police n'admettrait d'ailleurs pas cette ingérence. Ils s'en tiennent à la date inscrite par la police sur l'attestation. Rien ne sert de montrer au juge une épaulement meurtri de coups, des côtes enfoncées, les poumons broyés, le bras cassé : rien ne les intéresse si ce n'est la signature.

## Veille de révolution ?

(Suite de la première page)

C'est à travers les luttes qui vont s'ouvrir dans les mois à venir que la classe ouvrière arrivera à la pleine conscience du but vers lequel elle lutte, même lorsqu'elle croit mener des grèves non-politiques pour des revendications étroitement professionnelles.

« Nous sommes en 1788 », disait Mendès-France. Parce que nous portons l'espoir du prolétariat et que nous savons qu'une Révolution ne peut être qu'une Révolution prolétarienne, une Révolution Sociale instaurant le véritable communisme, le véritable Pouvoir Ouvrier des Comités élus et contrôlés par les Assemblées de travailleurs et fédérés de la base au sommet, nous répondons à Mendès-France : « Nous sommes en 1916 ! »

inscrite, illisible, nerveuse, à la fin de la déclaration, avec arrachés par la torture. Le juge rend sa sentence d'après le « bulletin » de la police.

Mais là ne se borne pas l'ingérence policière. Elle s'étend beaucoup plus loin. Elle a recours aux méthodes les plus crapuleuses, les plus injustes, les plus arbitraires, à ce que nous appelons « diligence ». Juridiquement, lorsqu'un détenu est mis à la disposition des autorités judiciaires, on estime que la police a terminé son travail. En Espagne, il n'en est pas ainsi. Le juge a un rôle pratiquement inexistant, c'est un instrument aux mains de la police, celui qui donne une apparence légale à la monstruosité de la police. Le détenu, pendant toute la période de « diligence » qui se prolonge indéfiniment, parfois même dure tout au long d'un procès, bien qu'il se trouve dans la prison, reste toujours à la disposition de la police et dans celle-ci y figurent les franco-phalangistes spécialisés dans les tortures.

Contre les militants de la C.N.T., on a tout essayé depuis la torsion des testicules jusqu'à l'arrachage des ongles, depuis les coups les plus raffinés des plus « scientifiques » au matraque le plus sauvage.

Les détenus après être passés par ce cycle dantesque comparaissent devant les tribunaux franquistes, parodie de tribunaux, sans aucune indépendance, désignés sur le gargarisme d'une régime qui ne respecte aucun droit humain.

Les avocats voient limitée leur fonction au pur formalisme. Ils savent que tout est vain. Ils sentent en outre la pression d'un régime policier derrière eux s'ils excèdent dans la défense de leurs parties et ils craignent les représailles. Quelques-uns, comme protestation muette devant les monstruosité du franquisme, sachant que leur client est condamné d'avance, ont refusé de les défendre ou de faire appel. Il en a été ainsi pour l'avocat défenseur des deux cégétistes, Libertio Sarrau et Joaquina Dorado, condamnés récemment par un tribunal phalangiste.

## LA SITUATION INTERNATIONALE

(Suite de la première page)

Mais c'est vers l'Europe qu'il faut se diriger si l'on veut connaître la nature réelle des agissements du Bloc de l'Ouest. Les accords hispano-américains viennent d'être signés. Le Fascisme d'Eisenhower et de Mac Carthy s'allie officiellement avec le Fascisme de Franco. Les clauses de ces accords sont évidemment militaires et prévoient « une assistance mutuelle ». Les U.S.A. trouvent, en effet, en l'Espagne, une position stratégique clef et cette alliance va permettre une multiplication intensive des bases militaires, navales, terrestres et aériennes. L'importance croissante attribuée à l'Allemagne d'Adenauer dans la coalition, l'introduction de l'Espagne franquiste, sont le reflet de l'attitude occidentale : provocation, volonté d'agression, brutalité maladroite de la clique militaire, efforts pour parvenir à l'encerclement et à l'isolement de l'U.R.S.S. et de ses satellites.

On ne peut mieux faire pour concrétiser cette politique que citer ces paroles de Foster Dulles, particulièrement significatives : « Les Etats-Unis ne sauraient négocier que sur la base de leurs propositions ».

Le bloc « Soviétique » présente un durcissement équivalent. La politique extérieure de l'U.R.S.S., aussi bien en Asie qu'en Europe, le prouve amplement.

L'aide économique à la Chine, pour permettre un plus grand développement industriel de ce pays, est suivie d'un soutien semblable à la Corée du Nord. L'U.R.S.S. veut ainsi participer au relèvement des ruines de cette nation terriblement éprouvée. En réalité, cela lui permet de renforcer son influence en Asie et de mettre Pyongyang et Pékin, sous une dépendance plus absolue, approchant de l'obéissance passive des satellites européens.

Les récentes déclarations des gouvernements soviétiques expriment parfaitement le refus d'accepter tout compromis avec l'Ouest. Des faits viennent les confirmer : la question coréenne restant sans solution, les heurts avec Syngmann Rhee, la volonté de faire reconnaître la Chine communiste.

En Europe, la mise en tutelle de l'Allemagne Orientale est maintenant totale depuis le récent accord. L'U.R.S.S. a, par ailleurs, manifesté nettement sa position par sa dernière note aux puissances occidentales. Sous les aspects d'une propagande démagogique (Corée, Chine, Allemagne Occidentale, Pacte Atlantique), tout en utilisant des termes à la fois confus et évasifs, la note russe répond par un refus catégorique à l'invitation des Trois.

Dans les deux camps adverses les attitudes sont étonnamment semblables : même fermeté intransigeante, mêmes provocations déguisées, même volonté d'expansion, même effort pour la mise au pas complète des vassaux. D'où une reprise facilement prévisible de la guerre froide. Les oppresseurs, que ce soient les capitalistes et les gouvernants américains français et anglais ou les bureaucrates russes n'ont que faire des intérêts des peuples qu'ils prétendent représenter.

## La classe ouvrière ne peut accepter qu'on assassine les siens en Tunisie

L'U.G.T.T. à propos des meurtres commis par les Français, vient de publier un rapport qui jusqu'à présent n'a pas été démenti et qui ne le sera probablement jamais.

Ce rapport affirme qu'à partir du 8 août, date de l'assassinat de Ahmed Belgaroui, présenté comme une sorte de « Glauou tunisien », les mesures de sécurité prises par le résident général ont été particulièrement rigoureuses. Le 10 août, le général Garbay prend l'avion pour Paris. Depuis cette date, selon le rapport, les troupes françaises semblent avoir reçu la consigne de « semer la terreur » dans la région du Sahel, du cap Bon et du sud tunisien. Le couvre-feu s'ajoute à l'état de siège dans ces régions où la population est particulièrement dense et la honteuse. L'activité agricole est gravement compromise.

Le rapport affirme que M. Belchir Ben Mabrouk Djaziri, secrétaire général adjoint du Syndicat des Agriculteurs de Menzel-Gabès, relevant de la centrale syndicale de l'Union Générale des Agriculteurs Tunisiens, a été arrêté alors qu'il vaquait paisiblement à son travail, accusé d'avoir prêté main forte aux « fellagas », il est conduit sous escorte de la troupe à son domicile, où on feint de procéder à une perquisition : là, dans sa propre chambre à coucher, devant sa femme et ses enfants, il est abattu, le crâne fracassé, il est enveloppé dans une couverture, transporté par les militaires qui le jettent dans une fosse improvisée. Sa femme s'est vu interdire la remise du corps et l'inhumation de la victime selon les traditions musulmanes.

## 3) DES FAITS DONT NOUS AVONS DEJA PARLE

Le rapport continue en donnant de nombreuses précisions et en

fournissant des noms de personnes qui auraient été abattues dans des conditions pour le moins étranges et, dans d'autres cas, par des exécutions sommaires :

Le 18 août, Menzel-Temine, dans le cap Bon, est « ratissée » à la veille de l'Aïd el Kebir. Toutes les demeures des membres de la cellule Néo-Destourienne sont saccagées et pillées. Mohamed Ben Belchir Ben Fadhl, président de la cellule locale et secrétaire général du Syndicat des Agriculteurs Producteurs de l'U.G.A.T., est arrêté, pris sous escorte et « promené » dans les rues de la ville. Conduit chez lui par les gardes mobiles, il est abattu en présence des siens. Le même jour, à la suite de l'assassinat d'un nommé Horrig, qui serait un « indicateur de police à Sayada », les gendarmes et les gardes républicains exécutent deux Tunisiens : Braham Ben Tahar Ben M'Hamed Bel-Abed et Mohamed Ben Fadl Ben Othman Ben Hadj Mheni.

Le 30 août, à Monastir, dans le Sahel, deux gardes républicains sont attaqués par des Tunisiens devant la caserne qui se trouve à l'entrée de la ville. L'un meurt, l'autre est blessé. Déchaînement des troupes répressives qui font irruption dans les rues. Au milieu des rafales de mitrailleurs, un « ratissage monstre » met à sac, dans la nuit du 30 au 31 août, de nombreuses demeures. Arrestations massives, tortures sur la place publique et, « pour servir d'exemple », 3 personnes des plus représentatives sont arrêtées et sommairement exécutées au vu des habitants. Ce sont :

— Mustapha Ben Hassine Jannet, chef de la Jeunesse destourienne ;

— Abdesslem Trimèche, ouvrier boulanger, chargé de la propagande ;

— Ahmed El-Chandri, agriculteur propriétaire, militant.

Une cinquantaine de personnes arrêtées sont soumises, à la caserne de Monastir et à celle de Soussa, à des supplices inouïs.

En outre, deux cadavres ont été trouvés criblés de balles le lendemain sous les remparts de la ville. Il s'agit de :

— Ameur Zeguina et Mohamed Slama, âgés de seize ans.

D'autre part, le nombre de blessés graves hospitalisés est de quarante et un, dont quatre devaient décéder le 2 septembre.

Des faits du même genre sont cités encore en très grand nombre par le même rapport.

## 4) VOIZARD, LE FASCISTE, AIDERA LES ASSASSINS

Voizard en août 1941 disait dans un appel aux agriculteurs Seine-et-Marne :

« Tous les Français, quels que soient leur rang social et leur situation de fortune, doivent se fier

aux décisions du représentant du gouvernement du maréchal Pétain. Les enfreindre, c'est désertier son devoir, c'est trahir le pays. »

Et répétait un peu plus tard :

« L'union de tous, messieurs, la concorde nationale sous l'égide de notre chef bien-aimé, M. le maréchal Pétain, voilà ce qui nous sauvera ! »

Voizard fut d'accord avec Pétain : nous sommes en droit de supposer qu'il est encore d'accord avec la politique la plus réactionnaire qui soit et qu'il va exercer ses talents en Tunisie. Il sera aidé en tous points par nos gouvernements fascistes.

## 5) LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE A SON ROLE A JOUER

On veut nous faire croire qu'une union franco-tunisienne est encore possible. Non. Les ponts sont définitivement coupés. Les Tunisiens, pas plus que les Marocains d'ailleurs, n'accepteront jamais la présence du capitalisme français sur leur sol. Le capitalisme ne peut se maintenir qu'en employant la force comme chez nous de plus en plus. Les exploités lutteront sans répit pour faire partir les exploités. C'est la guerre, classe contre classe. Les colons ont attaqué, ils ont essayé de réduire en esclavage un peuple entier. Ils paieront cher leurs crimes.

La classe ouvrière française a son rôle à jouer. Elle ne doit pas se laisser bernier par les colonialistes. Elle doit prendre conscience de la situation réelle et agir en conséquence. Elle ne doit jamais oublier qu'en affaiblissant — ou qu'en contribuant à affaiblir — le capitalisme français, installé en Tunisie, elle affaiblit son propre capitalisme et son propre gouvernement. Nous sommes sûrs que les travailleurs français qui ont magnifiquement agi au mois d'août comprennent cela.

Ceux qui ont écrit le petit papier qu'on a trouvé sur le corps de Hedi Chaker doivent savoir que la formule qu'ils ont employée, risque fort d'être mise en application par ceux qui sont assassinés aujourd'hui, car ceux-là sont les plus forts.

Michel MALLA.

## Le Libertaire

continue de paraître  
tous les quinze jours

Prochain numéro sur  
4 pages le 22 Octobre

## L'éviction de trois candidats au Concours de l'E.N. d'Administration : une mesure fasciste

LES nouvelles mesures arbitraires ou légales du gouvernement Laniel se multiplient. Chaque semaine est marquée par un pas en avant dans la voie de la dictature et de la réaction.

L'une de ces mesures est particulièrement significative. Elle reflète très nettement la volonté de la clique au pouvoir d'imposer au pays un régime de plus en plus totalitaire. Il s'agit des exclusions au concours d'entrée de l'Ecole Nationale d'Administration chargée de former les hauts fonctionnaires de l'Etat. Rappelons rapidement les faits : le Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique décidait, il y a quelques jours, d'interdire l'accès aux épreuves du concours à trois candidats : MM. Barel, Fortuné et Bedjaoui. Ceux-ci remplissaient toutes les conditions exigées. Mais on leur fit savoir qu'en raison de leur appartenance au P.C. leurs candidatures ne seraient pas retenues.

Cette décision soulève une certaine émotion. C'est surtout son caractère illégal qui a frappé. En effet, les droits du Secrétaire d'Etat en cette matière ne sont nullement définis. Il n'existe aucune loi, aucun décret, reconnaissant même les journaux gouvernementaux. Il y a seuls quelques textes (Règlement du Concours, Ordonnance de 1945 relative à la création de l'Ecole) vagues et imprécis, que l'on peut interpréter comme l'on veut. Il n'en reste pas moins vrai qu'à l'avenir, pour se présenter ou simplement pour continuer à occuper un poste quelconque, il faudra montrer patte blanche et faire preuve d'une soumission totale comme d'un dévouement exemplaire. Pour le moment, cette mesure arbitraire touche seulement quelques particuliers. On ne va pas tarder, comme le réclame avec insistance *Le Figaro*, à la transformer en loi, par conséquent à lui donner un caractère permanent et général. Ainsi les fonctionnaires seront soumis à un esclavage total qui n'aura plus rien à envier à celui que subissaient leurs

prédécesseurs servant sous les régimes d'Hitler, de Mussolini et de Napoléon.

La nature de cet acte est semblable à celle des décrets légaux que la bande Laniel-Reynaud vient de promulguer. Les mesures contre les fonctionnaires, la démagogie à la fois ridicule et vaine (baisse des prix, relèvement des bas salaires), les maladroits dispositifs antigrèves, la nouvelle organisation policière, judiciaire et administrative (en particulier système de délégation générale des pouvoirs aux préfets) marquent la volonté du gouvernement d'établir progressivement le fascisme.

L'éviction des candidats de l'E.N.A. comme tous les actes arbitraires pris quotidiennement n'ont donc rien d'étonnant. On pouvait même les prévoir. Le gouvernement ne fait qu'être logique avec lui-même, avec le but qu'il s'est fixé, avec le rôle qu'il a à jouer : sauver à tout prix les privilèges de la minorité bourgeoise pour laquelle il fonctionne. Etant donné le marasme économique actuel une seule solution s'impose à la bourgeoisie pour la sortir de l'impasse : la dictature, un régime de coercition totale dans tous les domaines : politique, social, économique, moral. Dans l'esprit de nos gouvernants, les décrets-lois ne sont que les préludes à l'instauration du fascisme.

C'est ce que semble n'avoir pas compris la plupart de ceux qui ont protesté contre l'exclusion des trois candidats. Les Communistes, les Réformistes, *Franc-Tireur*, *Combat*, les journaux de gauche (?) en général, et même M. Vallon, de l'U.R.A.S. (!), ne parlent que de la Constitution impudemment violée, ne voient que les sacro-saints « Droits de l'Homme » foulés aux pieds, ne considèrent que la démocratie odieusement bafoyée. C'est au nom de la légalité qu'ils protestent, c'est sur le plan de la légalité qu'ils s'indignent.

Mais est-ce qu'il existe une léga-

lité pour le fasciste ? Est-ce que les dictateurs de tous les pays et de tous les temps ont attendu d'être en règle avec les lois existantes pour prendre le pouvoir ? Et qu'est-ce que cette légalité dont les soldats représentants du prolétariat exigent le respect ? Qu'est-ce, sinon l'oppression organisée, la raison des plus forts imposée aux faibles, « la perfection de l'instrument de domination et d'exploitation ».

Ce sont les raisons pour lesquelles nous réproprions ces protestations dont le caractère antirévolutionnaire est flagrant. Pour nous, libéraux, l'affaire de l'E.N.A. n'est que le reflet de la volonté de développement de l'autoritarisme. C'est cette menace que nous dénonçons. C'est contre elle que nous demandons aux travailleurs d'engager une lutte sans merci. C'est par l'action directe, par l'unité que la classe ouvrière atteindra et réalisera son premier objectif : Barrer la route au fascisme. Nos appels ont déjà reçu un écho. Le mois d'août a été témoin d'une remarquable prise de conscience, d'un magnifique élan des masses qui ont signifié fermement leur refus d'accepter la dictature. La crise du régime va en s'accroissant ; le moment vient où un choix s'impose : fascisme ou révolution sociale.

J. M.

P.S. — De nombreux cas de discrimination politique se sont produits dans les concours de recrutement des agents d'exploitation des P.T.T. Dans le Lot-et-Garonne, en particulier, le directeur départemental a refusé une candidature sous prétexte que l'enquête sur la moralité aurait laissé supposer que les parents du postulant pouvaient appartenir au parti communiste !!! (sans commentaires).

Une discrimination a aussi été appliquée dans le recrutement des candidats aux concours d'entrée dans les Ecoles Normales d'Instituteurs.



## DOCUMENTS

## Benedetto Croce

## II. - Philosophe de la liberté abstraite et défenseur des "nécessités historiques" de la réaction

NOUS avons publié dans le précédent numéro du « Libéraire » quelques citations de Benedetto Croce, le théoricien libéral, citations tirées d'un article paru dans le journal « L'Impulso », des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne d'Italie. L'intérêt manifesté par nos lecteurs nous incite à publier aujourd'hui la plus grande partie de l'article de « L'Impulso » (numéros d'août et septembre) et les citations que nous avions omises précédemment.

ENTRE Benedetto Croce et les anarchistes une rencontre a toujours été impossible.

Croce, ministre de Giolitti et de Badoglio dans les deux après-guerre, quand il fallait faire face à l'avance de la masse populaire, sénateur, donateur de sa médaille à la patrie pour la guerre d'Abysinie, président du parti libéral et protecteur des coalitions politiques réactionnaires, ne pouvait rencontrer les anarchistes et les anarchistes ne pouvaient rencontrer sur leur chemin, Croce, théoricien d'une liberté abstraite, ennemi enragé du socialisme et des idées d'égalité et de solidarité, adversaire de ces idées au nom de la « lutte » (une lutte abstraite, qui s'objective et s'identifie avec sa propre histoire, et non des conflits concrets et actuels qui se produisent sur le plan de lutte de classes, bannie comme la peste du monde de Benedetto Croce) et de la « compétition » (une compétition présidée, gardée, arbitrée par l'Etat, retenue comme une forme suprême et parfaite de la vie sociale), conseiller conservateur des « valeurs nationales » dont on a vu une continuité jusque dans la guerre fasciste, homme d'ordre infailliblement sourd à chaque mouvement populaire.

Comment pouvions-nous rencontrer Benedetto Croce? Une seule fois Malatesta, mis personnellement en cause, prit la peine de lui répondre. Croce avait écrit qu'un « tel Inso-gna », biographe de François II, était un de ses agents (de l'ex-reine Marie-Sophie) venu en Italie en 1904 avec une lettre de l'anarchiste Malatesta pour prendre des accords avec les anarchistes italiens afin de libérer Brescia, régence d'Umberto de Savoie (cf. « Hommes et choses de la vieille Italie », Bari, Laterza, 1927, vol. II, p. 406). Malatesta répliqua brièvement en faisant observer qu'en 1904 les anarchistes ne pouvaient pas penser à libérer Brescia, mort trois ans avant, et en qualifiant la nouvelle comme « une petite histoire de l'avenir » (cf. « Le Réveil » de Genève, du 31 juillet 1926).

Mais cela a été une déficience de notre mouvement de ne pas s'être occupé de la culture crocienne, de l'influence que celle-ci exerçait dans les vastes secteurs de l'ambiance intellectuelle italienne, cela a été une de nos erreurs, une de nos faiblesses, ce manque d'extension de la lutte contre l'hégémonie économique et politique de la bourgeoisie sur le terrain culturel, contre l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie qui, pendant un demi-siècle, a eu en Croce son porte-parole le plus qualifié.

A cette erreur il est nécessaire de remédier aujourd'hui, réduisant à néant certaines tentatives de faire passer en fraude Croce et le crocisme dans l'anarchisme, tentatives qui se sont déjà audacieusement manifestées à l'occasion de la mort du philosophe, quand se sont entendues des voix glorifiant le disparu comme un maître, flirtant avec son libéralisme, répétant certaines petites formules, associant son nom à celui de nos maîtres, empruntant, pour dissimuler leur propre ignorance et leur propre impuissance, certains lieux communs de l'antimarxisme vulgaire, unissant de tout cœur leurs regrets à ceux de l'Italie officielle, comme s'il était disparu le génie d'une patrie commune à tous.

De là la nécessité de remettre les choses en place, de montrer avec documents à l'appui l'incompatibilité théorique et pratique entre la conception anarchiste (matérialiste, socialiste fédéraliste) et les positions de l'idéalisme de Croce.

Nous prendrons un texte très récent (B. Croce : « Pour l'Histoire du communisme en tant que réalité politique », Bari, Laterza, 1944) et vous y verrez la définition de Croce de

notre idéal politique élevé : le communisme (il s'agit de notre communisme « primitif » que Croce déteste à l'égal du communisme « critique » ou « scientifique ») : « Le noyau du communisme, dans son idée ultime et directrice, dans le principe auquel il donne foi, n'est pas la positivité d'une action ou d'une institution, mais un effort dans le vide, lequel, dans son expression la plus nue se résout en concevant l'idéal de la vie comme une paix sans contrastes et sans concours et donc avec des sentiments et des conceptions égaux et des besoins égaux et satisfaisants pour tous les composants d'une société, conditions que supprime radicalement la nécessité et la possibilité même des luttes des uns contre les autres, des victoires et des défaites des uns sur ou par les autres, et la nécessité même de l'ordre étatique ». Ceci est la définition particulièrement primitive du communisme primitif. Et voici la critique :

« Le communisme, en son idée, est non seulement une utopie, mais, si l'on peut dire, une utopie absolue, irrémédiable, irréalisable dans n'importe quelle époque, même si on la situe dans le plus lointain avenir » (p. 7).

A la conception communiste Croce oppose la conception libérale :

« La conception libérale sait que la vie est devenir et par conséquent, perpétuelle solution et perpétuel contraste renaissant, tendance continue à l'égalité et à la paix et inégalité renaissante continue et perturbation et destruction de paix et de bien-être » (p. 8).

Nous connaissons ces beaux discours libéraux, mais nous savons aussi que toutes ces virtuosités sur le contraste, sur la lutte, sur le perpétuel désordre de la société sont contredites en pratique par une perpétuelle défense de l'ordre constitué, par un courageux engagement pour bloquer sur des positions conservatrices le processus historique même, par une condamnation préventive des luttes concrètes, et présentes et particulières, que les masses conduisent pour leur émancipation.

Il y a en Croce l'hypocrisie du grand intellectuel bourgeois qui parle toujours de libre opposition et de libre développement pour justifier les pirateries de sa propre classe. Mais quand ces pirateries font soulever l'action des masses, opprimées et exploitées, quand l'initiative des masses fait avancer l'histoire à grands pas, quand la libre opposition, au lieu d'être idéaliste, se réalise en une guerre ouverte à armes égales sur le terrain politique et social, alors Croce ou se retire dans son Olympus, ou prend position dans les rangs de la réaction et du conservatisme.

Prenons quelques exemples biographiquement concluants : En 1909 le peuple italien, dans un mouvement de solidarité, manifeste en faveur de Ferrer, et après que le fondateur de l'Ecole moderne ait été fusillé, consacre à la postérité sa mémoire. B. Croce, ignorant la réelle valeur de ces manifestations populaires et excité par des préoccupations culturelles élevées, déclare dans une interview :

« L'ignorance et la grossièreté nous menacent. Cela, vous étonne ! Pour vous donner un petit exemple, une preuve de cette ignorance et de cette grossièreté, c'est la récente célébration de Francisco Ferrer, et le don de son nom à de nombreuses rues de glorieuses villes italiennes, sans que personne se soit demandé quel était cet homme et quel degré intellectuel il représentait ? » (cf. « Culture et vie morale - Intermèdes polémiques », Bari, Laterza, 1926, p. 147).

(A suivre)

Alfred ROSMER  
« Moscou sous Lénine »

préface par Albert Camus

VOICI un livre important, et qui devrait éclairer et ranimer bien des débats. Ne réussit-il qu'à cela : il aurait du moins atteint une bonne partie de son objet, qui est de revenir sur les événements de la politique soviétique de 1920 à 1924, sur cette première tentative d'incarnation communiste, raisonnée et aménagée par Lénine, dans la restitution dans son ambiance, dans sa vérité, oubliée depuis lors par la littérature stalinienne et par quelques autres.

Le dessin peut paraître ambitieux. Il peut paraître suspect. Il ne l'était pas, dans le cas d'un homme comme Rosmer dont la personnalité et la situation idéologique sont exceptionnelles. On sait en effet que Rosmer, syndicaliste révolutionnaire, qui avait refusé pendant la première guerre mondiale toutes les trahisons du chauvinisme, et avait été l'un des « zimmerwaldiens » les plus actifs, répondit à l'appel que lançait alors Moscou aux révolutionnaires des diverses tendances. Comme membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et comme créateur, avec Lasavsky, de l'Internationale Syndicale Rouge, il prit une part active à l'édification d'un mouvement qui devait être, et qui fut encore dans le présent ouvrage — dénoncer sans équivoque la déchéance et les faux-semblants. La parfaite bonne foi de son témoignage paraît hors de doute. La sûreté de son information également. Reste la mesure de sa lucidité, et de la préoccupation toutes qu'on discutera. Mais quel témoin, quel historien peut prétendre échapper à pareille mise en question ? Les faits ne sont jamais les faits : ils sont toujours les faits interprétés. La sincérité, et surtout l'absence de parti pris, sont les seules dispositions qu'en définitive on puisse requérir de quiconque fait œuvre d'historien.

L'objectivité est impossible, mais l'historien doit se vouloir objectif : il doit prendre contre les tentations de la haine et de la préoccupation toutes les sûretés nécessaires à une œuvre impartiale. Après quoi, il suffit, pour que l'ouvrage historique prenne sa vraie valeur, que le lecteur n'ait pas de préjugés de ces précautions

mêmes. Or, la forme que Rosmer adopte pour son témoignage, ces notes étonnantes le long de quatre années d'histoire vécue, le ton narratif qu'il s'est imposé (« Je dirai simplement (en 1923, alors que Lénine, paralysé, était définitivement hors du jeu politique, se situait pour Rosmer, la cassure entre la révolution et sa parodie bureaucratique). Tout n'était pas parfait. Mais l'esprit de la révolution vivait. Et surtout jusque là rien n'était définitif : le régime cherchait sa structure ; il était prêt à arracher son masque de « communisme de guerre » que les circonstances lui avaient imposé, et à

confiance personnelle indéfectible que Rosmer a toujours portée à Lénine et surtout à Trotsky. Ensuite l'atmosphère qu'il a respirée à Moscou de 1920 à 1923 exclusivement (en 1923, alors que Lénine, paralysé, était définitivement hors du jeu politique, se situait pour Rosmer, la cassure entre la révolution et sa parodie bureaucratique). Tout n'était pas parfait. Mais l'esprit de la révolution vivait. Et surtout jusque là rien n'était définitif : le régime cherchait sa structure ; il était prêt à arracher son masque de « communisme de guerre » que les circonstances lui avaient imposé, et à

## Le ver était-il dans le fruit ?

L'une de ces questions, — et que bien sûr nous ne saurions manquer, nous autres anarchistes, de mettre en évidence — est celle-ci : toute cette histoire de la République soviétique, qui va de 1920 à 1923, telle que Rosmer nous la relate, est faite de beaucoup de Conseils exécutifs, Conseils exécutifs élargis, Congrès, réunions, Conférences internationales où se rencontraient et s'affrontaient en toute liberté (et souvent en toute hypocrisie) d'authentiques militants révolutionnaires, sans doute dévoués pour la plupart corps et âme à la cause du peuple, mais qui n'étaient tout de même, à le bien prendre, et dans le meilleur des cas, que des délégués du peuple et des professionnels de la révolution. Ne jetons pas sur eux le discrédit : les meilleurs d'entre eux mériteraient sans doute la confiance qu'on leur portait et que Rosmer leur accordait. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer ses satisfactions et ses critiques, ses joies et ses misères ? Lénine connaissait bien le peuple, l'intelligence administrative de Trotsky était sans égale. Mais que devenaient dans tout cela le peuple lui-même ? On lui construisait, des partis communistes. Bravo ! Mais lui rendait-on ses soviets ? encourageait-on sur le pied de l'usine, de l'entreprise, de la collectivité locale, ces assemblées spontanées où, à défaut d'organiser des solutions valables, le peuple du moins aurait pu exprimer



# LANIEL

## et les directions syndicales ne tromperont plus longtemps les travailleurs

A PRES bien des hésitations, des tergiversations, le réactionnaire Laniel s'est décidé à réunir la Commission supérieure des Conventions collectives. Cette réunion, ainsi que celle du Parlement fut réclamée inlassablement par toutes les directions syndicales. Qu'est-il advenu de la réunion de la commission ? Rien, moins que rien, à l'avantage des travailleurs !

La C.S.C.C. est un organisme inutile qui se réunit sur bon plaisir du gouvernement en fonction, nous venons d'en avoir la preuve et il émet tout simplement des vœux laissés à l'agrément des pouvoirs publics. Tel fut le résultat de la dernière session de la C.S.C.C. A une majorité de 19 contre 15 (patronat) l'on a adopté que le minimum vital ne devrait pas être inférieur à 23.000 fr. Le gouvernement en a-t-il tenu compte ? Non ! car le vœu émis est postérieur à la décision du gouvernement d'accorder une prime dégressive de 3.000 fr. aux fonctionnaires des basses échelles de salaire, allant de 20.000 à 28.000 fr. maximum.

Nous ne nous méprenons jamais sur les « prodigalités » d'un gouvernement quelconque envers la classe ouvrière. L'état capitaliste donne d'une main et reprend de l'autre plus vite ce qu'il a donné avec réticence et plus souvent parce qu'il était acculé à l'accorder.

Donc, pas d'illusions de ce côté, mais toutes les illusions ne se sont pas envolées et il nous appartient de dénoncer toutes les directions syndicales sans exception qui jettent de la poudre aux yeux des travailleurs.

Toutes se sont alarmées lors des dernières grèves et que de supplices n'ont pas écrits ! Ah ! si l'on réunissait la Commission supérieure des Conventions collectives !

Ah ! si l'on convoquait le Parlement ! Et puis, c'était tout ! Ça n'allait pas plus loin ! On ne sortait pas des règles du jeu. On ne pouvait pas avouer l'impuissance de la C.S.C.C.

Et le Parlement ne s'est pas réuni, car il ne devait pas se réunir d'abord parce qu'il aurait mis le M.R.P. devant le choix : Avec le patronat ou avec la classe ouvrière.

D'ailleurs le Parlement ne pouvait céder que devant la force du prolétariat en lutte. C'est donc la lutte du prolétariat qui importait, avec ou sans la réunion du Parlement.

Or, les directions F.O. et C.F.T.C. n'étaient pas en faveur de la grève générale. Dépassées par leurs militants de la base, elles se sont ouvertes les voies de la trahison par le canal des tractations avec le gouvernement Laniel.

La direction C.G.T. s'est défendu d'avoir voulu politiser les dernières grèves. Nous pouvons affirmer qu'elle a commis une trahison en refusant de donner l'ordre de grève générale au

## L'ITALIE et la FRANCE

(Suite de la première page)

adhérents, sociaux-démocrates de l'U. I.L. pratiquement inexistantes, et par là même, sous peine de perdre définitivement leurs derniers adhérents, elles doivent suivre les mots d'ordre de la C.G.I.L. qui regroupe toute la masse de la classe ouvrière derrière elle.

Cependant, la C.G.I.L. se ressent de sa direction qui fait passer les ordres du Kremlin avant les intérêts des travailleurs. Et la grève du 24 septembre, réussie cent pour cent, est la preuve de la grande maturité de la classe ouvrière qui a trouvé, malgré les tiraillements, les coups de frein et les trahisons de ses dirigeants, l'unité et la cohésion dont elle a besoin pour agir.

Si la C.G.I.L. n'a pas subi de scission, si un certain esprit de tolérance y règne, c'est que la classe ouvrière italienne est indivisible, c'est que le militant de chaque parti ouvrier reste avant tout le camarade des autres partis ouvriers. Sous la pression constante de la base, le chauvinisme et le sectarisme de parti qu'on a voulu généraliser en France n'a pu être implanté dans la masse italienne, malgré les efforts des contre-révolutionnaires, dirigeants staliniens et nennistes.

Les masses populaires de France ont aussi imposé cette unité à leurs dirigeants en 1936 et les récentes grèves d'août ont marqué un net avantage dans ce sens.

Pour agir efficacement, les travailleurs s'en rendent compte et le ressentent chaque jour davantage, la grève générale est indispensable, les grèves partielles vouées à l'échec et à la défaite. Il est nécessaire de dénoncer par tout ceux qui les préconisent et dont le seul but est en fait de conserver et d'entretenir la division dans les rangs des travailleurs.

A ce jour, la situation internationale apparaît plus que jamais favorable. De part et d'autre de la frontière, les travailleurs italiens et français ont pris ou prennent rapidement conscience que seule l'action générale dans l'unité conduit à la victoire.

La pause actuelle, après deux essais si riches en enseignements (grèves d'août en France, 24 septembre en Italie), n'est que le silence qui précède les grandes tempêtes.

Dans l'unité de la grève générale internationale, demain verra de grands jours ouvriers.

moment opportun parce que son attitude lui était dictée pour des raisons politiques étrangères aux intérêts ouvriers, des raisons politiques qui sont celles adoptées à ce moment par le clan au pouvoir au Kremlin.

Nous ne répéterons donc jamais assez que la classe ouvrière se doit la plus grande vigilance et la plus grande fermeté dans toutes ses actions. Elle doit éviter que celles-ci soient à la merci d'une politique quelconque et qu'elles ne servent de tremplin et d'assise à un parti politique déterminé, pour un bloc ou pour l'autre. Rien n'a été acquis en août dernier, tout reste à conquérir. Cela ne pourra être que par l'action collective de tous les travailleurs. Seule la grève générale est un gage de victoire.

Les travailleurs doivent dresser le plan de leur action sans plus tarder. Un cahier national de revendications communes à tous doit être établi qui ne doit pas être entaché de corporatisme, sans oublier toutefois qu'il existe des revendications propres à chaque corps de métier.

Nous engageons donc tous les travailleurs à soutenir au sein de leurs usines, entreprises, bureaux, ateliers, dans les comités d'action et d'unité, le programme élaboré par la F. A.

Robert JOULIN.

## Chez Ford, la semaine de travail ramenée à 36 heures

Si les ouvriers décident de se mettre en grève, toute une coalition se forme contre eux et l'on entend à longueur de journée des lamentations sans fin. Baisse de la productivité ! Avenir de la France ! Diminution des rentrées de devises ! Baisse du franc ! etc... On accable les travailleurs de tous les reproches possibles ou imaginables.

Si le patronat décide de louer son personnel ou simplement de réduire sa production sans motif valable, on met en haut lieu des sourdines et des ceillères. La grande presse se tait ou passe cette information dans la rubrique des chiens écorchés.

Ford vient d'avertir son personnel que pendant tout le mois d'octobre, la semaine de travail sera ramenée à 36 h. au lieu de 47 h. 30 et que pendant quatre jours, pour cause d'inventaire, l'usine sera complètement fermée.

Hautelement protégé par le gouvernement, le patronat ne s'embarrasse pas des conditions de vie de ses exploités, le patron s'en moque. Dans les affaires, on ne peut pas faire d'humanité. Le profit, rien que le profit.

Ford s'est plaint, l'année dernière, d'une mauvaise rentabilité de son usine de Poissy. Ford ne peut s'en prendre qu'à son conseil d'administration si la gestion est désastreuse et cependant c'est le personnel qui a subi les conséquences de celle-ci.

Depuis l'année 1953, l'affaire officiellement va mieux, ainsi l'annonçait le président du Conseil d'administration à l'Assemblée de juin dernier. En fait, la production a augmenté, la moyenne mensuelle qui était de 1.815 véhicules pendant 1952 est montée à 1.922 véhicules pour les huit premiers de 1953. Le chiffre d'affaires est monté de 12,3 milliards à 15 milliards. Qui comprendra les raisons pour la société Ford de diminuer les horaires de travail en plein Salon de l'Automobile ?

## On assassine des travailleurs aux Savonneries Caminade

34, Rue de la Justice - Aubervilliers

Le recrutement de cette tâche se fait principalement chez les Nord-Africains et, bien entendu, on en profite ! « Un sale bicot de crevé, dix de retrouvés. » Ainsi raisonne le patron des Savonneries Caminade (qui, ce faisant, ne trahit pas la pensée de la bourgeoisie française dont on lui laisse l'honneur de faire partie). Les travail-

leurs algériens qui triment dans cette rue de la Justice peuvent avoir une triste opinion de la « justice française ». Ecoutez plutôt : pour transvaser par siphon de la soude caustique qui détruit brutalement toutes les matières organiques) on utilise un simple tuyau de caoutchouc et l'on aspire avec la bouche !... Résultat ? Un ouvrier grièvement blessé vient de sortir de l'hôpital où il a médité sur le goût de la soude pendant deux mois...

Un autre ouvrier a reçu dernièrement un bac de savon à 90° parce qu'on avait omis de vérifier l'arrimage du bac. Il a été grièvement brûlé...

Et, de plus, les feuilles de paye sont illégales, car ce patron consent à payer les heures supplémentaires seulement à partir de 45 heures. Puis, comme les commandes baissent, plutôt que de licencier régulièrement ses ouvriers, le patron les fiche à la porte et refuse de payer les huit jours. Là, cela se termine devant les prud'hommes où il est condamné, par force. Mais, n'importe, cela représente un bel échantillon de l'esprit qui règne dans le patronat.

MOHAMED.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## Le personnel dirigeant de la IV<sup>e</sup> République pris la main dans le sac aux piastres va-t-il réellement se faire pincer ?

A mesure que se poursuivent les séances de la Commission d'enquête, l'affaire des piastres apparaît comme mettant en cause tous les partis politiques bourgeois et jusqu'aux plus hautes magistratures du régime.

Nous venons d'apprendre que les transferts servaient notamment, par l'entremise de M. Diethelm, à alimenter les caisses du R.F.F. Il n'est pas étonnant que le parti où les tendances militaires fascistes soient les plus nettes aient eu certains appuis dans le fief indochinois, où l'armée commande et vit largement (1).

Quant au M.R.P., ayant détenu le fromage du consulat, par

l'intermédiaire de Letourneau, ce dernier nie le trafic. A l'en croire, il n'était au courant de rien, il ne savait pas que des gens trafiquaient en Indochine. Peut-être a-t-il entendu dire que d'autres y crevaient, mais l'interrogatoire n'a pas porté là-dessus. Ses amis Teitgen et Coste-Floret, sont dans leur petits souliers et voudraient bien aussi se faire passer pour des courants d'air.

Du côté radical, l'odeur de roussi est déjà plus forte. Bollaert et sa fille prise avec une valise pleine d'or et de devises, refusent de comparaître. « Il n'y a pas d'affaire Bollaert, mais une affaire Despuuch », disent-ils (et le Despuuch

en question harcelé de tous côtés pour avoir par son livre jeté un peu de lumière sur cette sombre histoire, se voit acculé au suicide : engagé pour l'Indochine). On parle aussi de Boutemy, expert en trafic d'influence. Giacobbi, Ministre de la France d'Outre-Mer, est mort à temps. Le menu fretin des fédérations départementales est touché : exemple Antériou, de l'Ardeche.

Enfin, la Valse des Piastres, avait — nous le savions depuis l'affaire Peyré — entraîné le parti socialiste.

Revers, non dus à l'armée française, Bouzaquet, gloire de Force Ouvrière, reviennent de l'oubli et s'entremettent aux noms d'autres social-traites, comme Le Troquer ou Weil, du Conseil municipal de Paris. Mais c'est sur un autre fief de la S.F.I.O. que se dirigent les regards interrogateurs :

La Présidence de la République a été souvent fois citée en cette affaire comme au cours du lever de rideau que constituait, en somme, l'affaire Peyré. Dumaine est allé prendre l'air un peu plus loin, mais on reparle de Forgeot, secrétaire général de la Présidence de la République et puis aussi de Paul Auriol et de 83 millions (10 % du montant d'une affaire de ferrailles qui avait besoin de protection (2). Vincent Auriol crie sur tous les toits qu'il s'en va et qu'il ne désire pas renouveler son mandat (3).

On aperçoit petit à petit dans le brouillard des dépositions, graviter autour des personnages en vue, des éminences grises, souvent de

vulgaires trafiquants du genre de Peyré (dont le Chef d'Etat-Major Revers, pouvait dire : « il est plus puissant que moi ») qui, francs-maçons ou non, tirent les ficelles des opérations politiques et, alimentent les portefeuilles des consciences gênées.

On entrevoit aussi les puissantes ramifications des intérêts capitalistes français ou américains, pour qui l'on continue le massacre indochinois et qui raisonnent un peu comme UBU-ROI en Pologne.

« ET PUIS NOUS TUERONS TOUT LE MONDE, NOUS PRENDREONS TOUTE LA PHYNANCE ET NOUS NOUS EN IRONS ».

Il y a encore de la finance à gagner en Indochine, alors on ne s'en va pas encore.

Mais l'affaire des piastres sera-t-elle vraiment plus éclaircie que toutes les autres affaires bien dans la tradition du régime capitaliste pourri, comme celle de Panama, celle de Stavisky, celle des Vins, celle d'Arras enterrées avec enquête ? Les parlementaires de la Commission, tiennent-ils vraiment à mouiller leurs collègues des mêmes partis bourgeois ? Quant aux staliniens, leur tactique présente de conciliation de classe soumise aux impératifs de la politique contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., les dispose à tous les compromis avec le régime pour la sauvegarde de la paix, entre l'exploitation capitaliste et l'exploitation bureaucratique pseudo « soviétique ».

Dans ces conditions les semaines à venir vont-elles mettre à nu, les plaies de la bourgeoisie capitaliste ou va-t-on marchander, dans la coulisse, quelque accord entre les intérêts en présence ?

J. PRESLEY.

(1) En 1952, plus d'un million de bouteilles de champagne consommées en Indochine (contre 200.000 pour les troupes d'occupation en Allemagne), soit plus que dans toute l'Europe centrale et septentrionale et l'Amérique du Sud réunies.

(2) Et qui comptait déjà sur celle de Lucius Clay, haut commissaire U.S. en Allemagne, qui depuis cette époque, a été mis à la tête d'une importante compagnie métallurgique.

(3) Jules Gervy, président de la République démissionnaire parce que son genre trafiquait des décorations...

### Dans la Loire

## Aux Laminiers et Acieries de Ricamarie

Suite aux grèves du jeudi 13 août, où le personnel de l'entreprise luttait avec tous les travailleurs contre les décrets-lois et leurs revendications, M. de La Celle, directeur, déguisant sa manœuvre sous prétexte de modernisation, renvoya tout le personnel des laminiers, ne gardant que ceux occupés à la transformation. Après avoir repris quelques jeunes, le nombre des licenciés est de 53, dont plusieurs totalisaient plus de 30 ans de présence dans l'usine.

La Direction s'est aussitôt empressée d'activer le montage du nouveau laminoir électrique, dont les travaux commencés en 1950 vont bientôt toucher à leur fin.

En présence de l'Inspection du Travail, les délégués du personnel sont intervenus auprès de M. de La Celle, et à la suite de longs pourparlers, nous constatons, malheureusement, que tout cela est resté lettre morte.

Mais le sacrifice et les privations de tous ces foyers et d'un grand nombre de travailleurs de cette région ouvrière activent l'unité d'action qui, aujourd'hui plus que jamais, s'épanouit chaque jour davantage, malgré les manœuvres de M. de La Celle et les personnages de son genre.

### Car Voutejol l'affirme :

Nous sommes intimement persuadés que l'assainissement en 1948 c'était la prospérité retrouvée en 1953.

« Force Ouvrière » avait trouvé la solution : une économie capitaliste prospère.

Plus question d'émancipation des travailleurs mettant en cause le système économique.

Et, cependant, patronat et gouvernement n'ont pas mesuré l'immense service que voulaient leur rendre ces « syndicalistes ».

Mais les travailleurs, eux, l'ont compris, surtout depuis ces fameux accords du 20 août dernier.

### UN PEU D'HISTOIRE

Chaque semaine « Force Ouvrière » publie un petit rappel de dates historiques du mouvement ouvrier. Dans le présent numéro il s'agit d'événements qui se passeront au cours des premiers jours d'octobre de différentes années.

Voici ce que nous y avons révélé entre autres :

3-10 octobre 1910. — Congrès de la C.G.T. à Toulouse qui, dans sa résolution, présentée par Léon Jouhaux et adoptée par 339 mandats contre 307, prend position contre la guerre, en affirmant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques qui séparent la classe ouvrière du capitalisme. Toute guerre n'étant qu'un attentat contre les travailleurs et un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications, le Congrès appelle le prolétariat à répondre à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale.

Pas très gentil pour « Gros Léon » ce rappel, quand on connaît son attitude en août 1914, moins de quatre ans après l'adoption de ladite résolution.

A. FLAMAND.

## Programme immédiat de revendications ouvrières

- 1° Augmentation uniforme de 20.000 fr. par mois;
- 2° Retour aux 40 heures;
- 3° Prime de fin d'année uniforme de 20.000 fr.;
- 4° Abrogation des décrets-lois et respect réel des droits syndicaux et politiques;
- 5° Un mois de congés payés;
- 6° La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat et à la charge du patronat privé et d'Etat;
- 7° Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine et suppression de son budget de 1 milliard et demi par jour;
- 8° Arrêt des menées colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.